Le FMI invite l'Allemagne à modérer son zèle budgétaire

LE MONDE | 07.08.2013 à 11h30|Par Cécile Boutelet

Le colosse allemand devrait <u>prendre</u> garde à ses pieds d'argile : sa <u>dépendance</u> à une zone euro en crise. C'est en substance le message adressé par le Fonds monétaire <u>international</u> (FMI) dans son rapport sur l'<u>Allemagne</u>, publié mardi 6 août. Si les fondamentaux de l'économie sont toujours solides, note le Fonds, la récession en <u>Europe</u> a des conséquences sur son économie. Le FMI table sur une hausse du produit intérieur brut (PIB) de 0,3 % seulement pour 2013, avant un rebond en 2014, à condition que la reprise soit européenne.

L'Allemagne de 2013 n'est plus un îlot de prospérité au milieu d'une Europe en crise, observe le FMI. Le net ralentissement de l'économie allemande à l'hiver 2012 est "majoritairement dû aux conséquences de la récession dans la zone euro, amplifiée par les incertitudes sur les perspectives de reprise". Le FMI juge que " le contexte a changé" par rapport à son dernier rapport de 2012, où l'Allemagne semblait relativement immunisée contre les difficultés de la région. Désormais, juge le Fonds, il faut considérer comme probable "que les incertitudes européennes jouent un rôleclé dans les perspectives économiques de l'Allemagne".

RÔLE DE STABILISATEUR

Au vu des risques actuels, 40 % des PME repousseraient leurs projets d'investissement, malgré des conditions de financement favorables. Cette frilosité maintient l'économie du pays à un niveau plus faible que ce qu'elle pourrait <u>atteindre</u>. "Les perspectives pour le reste de l'année 2013 et pour la suivante dépendent fortement d'une reprise générale en zone euro ainsi que d'une réduction des risques." Le FMI se montre ainsi relativement pessimiste : il prévoit une croissance de 1,3 % en 2014, bien au-dessous des projections à 1,9 % émises par les grands instituts économiques du pays.

Le FMI reconnaît à l'Allemagne un rôle de stabilisateur de la zone euro. Ses solides fondamentaux et sa réputation de "havre de sécurité" pour les capitaux ont contribué à <u>absorber</u> les chocs extérieurs. En matière fiscale, le pays fait même mieux que ne le prévoyait le Fonds, grâce à la modération des dépenses sociales de l'Etat et à des entrées fiscales exceptionnelles. Ce succès s'explique par un taux de chômage qui reste à son plus faible niveau depuis la réunification ainsi qu'à une hausse de la <u>consommation</u>.

Le pays devrait <u>atteindre</u> confortablement ses objectifs budgétaires. Mais faut-il en <u>faire</u> trop ? , s'interrogent les auteurs du rapport. "Il serait important à l'<u>avenir</u> d'éviter de <u>poursuivre</u> cette surperformance budgétaire. (...) La <u>politique</u> économique actuelle doit <u>soutenir</u> la croissance étant donné les risques de récession ou de stagnation."

DIVERSIFIER LES SOURCES DE CROISSANCE

Le Fonds recommande de <u>renforcer</u> l'investissement public et certaines dépenses sociales, qui peuvent <u>servir</u> de stabilisateurs automatiques en cas de chocs externes. Les auteurs du rapport saluent l'initiative de l'Allemagne vis-à-vis des PME espagnoles, un plan de 800 millions d'euros qui doit <u>permettre</u> de <u>faciliter</u> l'accès au crédit des <u>entreprises</u>.

Le FMI estime que l'Allemagne souffre encore d'un paysage bancaire trop morcelé, où la concurrence est très forte et les marges faibles. Les banques peu performantes comme les banques publiques régionales doivent se <u>restructurer</u>, recommande le Fonds, qui reconnaît au système allemand des avantages : le réseau de banques locales (caisses d'épargne et banques coopératives), intéressées par le développement de leur région, a contribué à <u>stabiliser</u> les effets de la <u>crise financière</u>.

Enfin, le FMI estime nécessaire de <u>diversifier</u> les sources de croissance, afin que l'Allemagne soit moins sensible aux aléas de la conjoncture. La forte dépendance de l'économie allemande aux exportations la place en première ligne en cas de baisse de la demande mondiale, notamment en biens d'équipements. Le Fonds félicite le pays d'<u>avoir</u> augmenté ses salaires de 3,4 % en 2012. Mais cette hausse doit se <u>poursuivre</u>, parallèlement à une baisse de l'<u>impôt sur le revenu</u>. Car la consommation allemande reste, malgré des progrès, le parent pauvre de la croissance.